

# Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 10 - automne 2006 - prix libre

## Une société idéale !



Installer des flics dans les écoles, mater les jeunes dans des régiments disciplinaires, rétablir la double peine, envoyer les délinquants en cours d'assise, revaloriser le travail quand il n'y a plus de travail, étendre le fichage à l'ensemble de la population, louer la patrie et rejeter les immigrés...

Qui propose ces mesures qui sont déjà prises ou vont l'être ? Les partis de droite et de gauche réunis dans une réal-politique toujours plus asservie aux lois du marché. Que font les syndicats ? Ils s'acharnent à défendre l'emploi au lieu de le remettre en cause. Où sont les idéaux de justice sociale ? Sommes-nous si peu nombreux à vouloir encore changer le monde ?

### Tous en colère

Leçons de morale p. 2

### Les joies de l'organisation

AC de divisions p. 3

### Citoyenneté partout, démocratie nulle part

p. 4-5

### La gueule toute verte

Tierra y libertad p. 6-7

### Classmedia et alternatives

p. 8-9

### Engagez-vous ! qu'ils disent

A la CNT p. 10

### Mémoire aux poings

Espagne 1936 p. 11

### Mauvaises fréquentations

La CRS 87 p. 12-13

### Mauvaises lectures

p. 14

### Revue de crise p. 15

### Rendez-vous ! p. 16

**la patrie d'un cochon se trouve partout où il y a des glands**

## 2 - Tous en colère

### PLÉONASME

Flic, fasciste et sans humour

L'un de nos dépositaires, commerçant ambulant, s'est vu interpellé cet été sur son lieu de travail, un marché creusois. Interpellé ? En effet, un policier en vacances en Creuse, feuilletant sur l'étal le Creuse-Citron n°9, n'a pas apprécié l'humour d'un dessin (p.2 NDLR) où un flic se qualifiait de fasciste. Et le keuf en jogging d'ajouter "qu'on avait bien de la chance qu'il ne soit pas en poste ici car il aurait porté plainte", vu que "la police est le seul métier républicain où il n'y a pas de fasciste".

A cet enfant de Pétain, nous répliquons :

- 1) Policier est-ce vraiment un métier ?
- 2) Voudrait-il insinuer qu'il y a des vrais métiers fascistes dans la république ?
- 3) No pasaran ! Et on s'assoit sur la république !

Envoyé spécial Creuse-Citron sur les foires et marchés.

### UN PSILOTE

La paranoïa du penseur Descartes, seul dans son poêle hollandais et tourmenté par son "mauvais démiurge", provient de l'Etat-nation alors naissant, qui l'a contraint à l'exil pour le faire douter de ses perceptions, de ses sensations et jusqu'à sa propre existence qu'il identifie finalement à la pensée rationnelle ou discursive.

Dans ce même mouvement il dégage de sa gangue corporelle l'homme moderne identifié désormais à l'exclusive raison.

Mais à qui appartiennent donc tous ces corps, puisqu'avec l'homme du Moyen-Age s'est aussi éteint celui avec qui il vivait en constante référence, à savoir le Dieu des chrétiens ? Suivez mon regard... à l'Etat bien sûr !

Voici posés les jalons de l'absolutisme éclairé et libérée une force formidable de puissance purement physique, tous ces corps désormais sans âme, qui fourniront la main d'oeuvre de la Révolution industrielle à venir.

Le lien avec la société post-industrielle, la société sans usines, tertiarisée à outrance, qui s'invente jour après jour, reste à définir. Il ne s'agit rien moins que de conserver une fenêtre ouverte sur notre liberté ontologique, dans un environnement toujours plus totalitaire et soumis aux diktats de la technique.

A suivre...

Milo

### CORDON NOIR

Ragoût de

gibier du désert

(recette militariste traditionnelle)

- 1- Caressez dans le sens du poil votre gibier en l'arrosant de dollars jusqu'à ce qu'il soit bien faisandé.
- 2- Détaillez-le en vous aidant de vos services secrets et lobbies industriels. Faites chauffer l'huile diplomatique.
- 3- Faites revenir la carotte et le bâton, ajoutez un embargo partiel pour faire suer la population et ficelez la pour éviter toute contestation.
- 4- Incorporez toutes les parties du gibier et mélangez tout doucement jusqu'au blocage et la rupture.
- 5- Commencez votre intoxication médiatique. Préparez votre appareil militaire.
- 6- Couvrez et portez à ébullition. Bombardez sans attendre.
- 7- Pressez à fond le citron sur la population. Laissez mijoter et bombardez encore si nécessaire.
- 8- Selon votre goût, agrémentez de dommages collatéraux et saupoudrez une bonne poignée d'ONG.

*Servez bien chaud  
sur un plateau CNN ou TF1*



### Pêche miraculeuse ?

Le lac de St-Pardoux en Haute-Vienne a été vidé pour deux mois, le temps que la Cogéma ramasse ses boues radio-actives. Pendant ce temps, il est possible d'acheter les poissons récupérés lors de la vidange. On nous certifie qu'ils ne sont pas contaminés. Un tas de gogos s'est déjà précipité à cette vente : l'inconscience et l'ignorance à l'état pur ! Inactif aujourd'hui, radio-actif demain !

### Leçon de morale et de soumission à Guéret

Suite aux actions « anti-CPE » d'avril dernier (blocages de la circulation), quatre lycéens guéretois se sont retrouvés au tribunal en septembre (l'un d'eux, pour des raisons d'âge, sera convoqué ultérieurement). En effet, des poursuites avaient été demandées contre ces dangereux activistes par les autorités après que de respectables citoyens se fussent plaints ... par téléphone (de façon anonyme ?). C'est vrai que devant une telle pression, les autorités politiques et judiciaires ne pouvaient pas décevoir « fermer les yeux ». C'est simple : la loi, c'est la loi ! D'ailleurs c'est ce qu'un jeune provocateur de l'UMP local est venu rappeler aux personnes venues soutenir les lycéens convoqués. Il fut fermement prié de dégager les lieux le plus rapidement possible pour éviter que cela ne se fasse manu-militari, ce que manifestement il attendait pour pouvoir porter plainte !

Devant la solidarité développée, le ridicule de la situation et l'énorme injustice en question, il n'y aura pas de poursuites mais un simple « rappel à la loi » pour ces jeunes pas encore soumis. En quelque sorte, ils ont dû subir chacun leur tour, une bonne vieille leçon de morale « démocratique » assortie d'un soupçon de menace si l'envie leur reprenait de remettre ça lors d'une prochaine lutte. Voilà à quoi en arrive ce pouvoir déliquéscent : c'est pitoyable, minable et inefficace ! Ces autorités, si soucieuses de légalité feraient mieux de « rappeler la loi » concernant la sécurité routière à certains élus creusois. Mais c'est vrai qu'il est plus facile de faire pression sur quelques jeunes en lutte que sur des roitelets locaux, piliers d'un certain ordre établi !

### La biométrie en Marche

Ça y est ! "Elle" est arrivée en Limousin auprès des jeunes lycéens de Bellac ! Depuis la rentrée, un système de reconnaissance du contour de la main sert de contrôle à l'entrée du self du lycée Jean Giraudoux. Ceci, sans débat, sans information au préalable des parents et de proposition d'autres systèmes, processus normal dans pareil cas.

Mais comme l'écrit la société d'électronique G.I.X.E.L : "il faut habituer les jeunes à se faire contrôler dès la maternelle".

## Premières rencontres du réseau AC ! en juillet près de Sardent

C'est devenu un secret de polichinelle : une division profonde s'est produite dans le réseau "Agir ensemble contre le Chômage". Même la mairie de Paris est au courant et en profite pour menacer notre local national d'expulsion.

Bien que des différences de tactiques ou d'approches aient toujours existé à l'intérieur d'AC ! ce n'est qu'en octobre 2005 (assises nationales au Mont Dore) que ces différences se sont révélées incompatibles avec un travail commun.

La plupart des collectifs réellement actifs dans le mouvement social ont refusé d'entrer dans un projet de rassemblement de la "gauche de la gauche" en prévision des élections de 2007. Ce projet était défendu par une gérontocratie, soit disant à la barre d'AC ! Celle-ci n'a pas su s'adapter aux profonds changements qui se sont produits dans l'association mais a réussi à faire passer son projet par un vote forcé et truqué. Il ne restait plus aux autres qu'à s'organiser entre eux....

De là est né "le réseau AC !" regroupant les quinze collectifs les plus actifs. Ces collectifs se sont rencontrés au fin fond de la Creuse pour des "rencontres estivales", moment de réflexion et de décision à prendre pour les actions à venir.

Un moment de réflexion, car nous avons essayé d'explicitier beaucoup de flou dans notre terminologie. Que veut dire "précarité" ? Que veut dire "travail" ? Que veut dire "gratuité" ? Que veut dire "chômeur" ?

Un moment de décision aussi, car une trame d'actions unitaires, non électoralistes et organisées à la base a été esquissée pour les mois qui nous séparent des élections de 2007.

Cette trame n'est, naturellement, qu'en gestation et dépasse largement AC ! en tant qu'association, elle va bien sûr demander une organisation plus large.

### On veut faire ce qu'on prêche !

On "veut" l'autogestion, on "veut" la démocratie directe, on "veut" la "gratuité", on "veut" une gestion plus raisonnable de notre environnement ... commençons donc à l'appliquer nous même !

Apparemment les militants des collectifs d'AC ! qui ont participé à ces rencontres avaient parfaitement compris le mes-

sage. Tout le monde s'est mis à la tâche pour faire la cuisine, l'intendance, la vaisselle, le nettoyage, sur une base parfaitement volontaire.

L'ordre du jour des réunions a été peaufiné sur place et réalisé après discussion.

Toute participation à ces rencontres a été faite sur la base du "prix libre". Comme le disait le petit tract explicatif : *"...parce que si l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné : c'est l'égalité..."*. Les participants ont tellement bien intégré ce système qu'un petit bénéfice a même pu être réalisé.

Le premier sujet de débat était "la décroissance". Nous avons essayé d'appliquer nos conclusions en utilisant des toilettes "sèches" construites collectivement. Une pratique qui a économisé des centaines de litres d'eau potable.

Ces rencontres ont au moins démontré que ce que nous proposons n'est pas seulement souhaitable mais aussi réalisable.

### Question de vocabulaire d'abord (comme dirait Renaud)

A part la nécessaire cuisine interne (finances, publications...) les différents ateliers ont surtout donné lieu à des tentatives d'éclaircissement de notre terminologie.

Par exemple, le terme "précaire" (très utilisé par AC !) ne semble pas du tout assez clair. Alors que la plupart des participants tombent dans la catégorie "RMIste" ou pire, peu d'entre eux acceptent de se reconnaître comme "pauvre" ou "précaire", au moins dans le sens où ces termes sont utilisés par une assistante sociale lambda.

Pour beaucoup d'entre nous, le fait de ne pas avoir un emploi salarié est plutôt considéré comme une situation à préserver.

Ce qui nous a amené à la question : va-t-on vers les précaires pour leur expliquer qu'ils doivent se battre pour de "meilleures conditions d'embauche" ou essaie-t-on plutôt d'expliquer que le "travail" (au moins dans sa forme salariale) n'est plus à l'ordre du jour et loin d'être souhaitable ?

Dans d'autres ateliers la même nécessité

d'affiner les termes s'est retrouvée. "Gratuité" ne veut pas dire que cela ne coûte rien à la collectivité. Un revenu garanti n'a pas de signification si aucune contrepartie financière n'est demandée pour les besoins essentiels (air, eau, électricité, communication, culture, transports, logement, nourriture).

Doit-on aller vers un mot d'ordre du genre : "un revenu pour tous ... ou la gratuité partout".



### Que faire ?

#### (Comme disait Vladimir)

L'évaluation de l'activité pratique des différents collectifs a aussi montré qu'AC ! ne fonctionne plus comme une organisation de masse. Les collectifs jouent plutôt le rôle de catalyseur, de soutien logistique, de "start-up" ou de source de "savoir-faire" militant. Ceci combiné avec un rôle d'expertise juridico-sociale, voire "d'expertise en débrouillardise", non négligeable. Nos collectifs pratiquent localement tous ces aspects.

L'idée de trouver les moyens de les appliquer à un niveau national était déjà dans l'air depuis quelque temps. Les rencontres estivales ont permis d'avancer un peu dans ce projet (bien que ceci soit encore vague).

A travers une enquête faussement frivole : "l'enquête dont nous sommes les héros", nous pensons contacter des gens pour un rassemblement non électoral à Paris, justement un peu avant les élections pour discuter, penser et, si affinités, agir.

Le réseau AC ! compte lancer prochainement un appel très large dans ce sens.

Charles

## 4 - Citoyenneté partout...

La déclaration des droits de l'homme nous enseigne que tous les hommes sont égaux. Mais depuis les débuts de la démocratie, tare récurrente, elle n'a jamais été expérimentée dans l'histoire autrement qu'en excluant de ses droits une partie de la population.

La culture démocratique est schizophrène : elle prône l'égalité et pratique systématiquement la ségrégation, et ce depuis les origines.

Dans la démocratie athénienne, une des plus directes qui aient jamais existé, ni les femmes, ni les esclaves, ni les métèques ne votaient. Le premier suffrage français était censitaire : seuls les riches votaient. Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. Les femmes et les pauvres votent, mais les métèques sont toujours exclus de la citoyenneté.

Pour rapprocher la démocratie de l'idéal démocratique, il n'y a d'autre solution que de la rendre intégrale. Tout homme vivant dans un pays démocratique devrait, dès qu'il a dépassé la durée du visa touristique, obtenir une citoyenneté purifiée de ses vilains prurits nationalistes. Il suffirait pour cela de substituer au droit du sang, ou au droit du sol, un droit de résidence.

Actuellement, les clandestins vivent dans des conditions de plus en plus inhumaines. Leur situation entraîne mécaniquement, par l'effet d'aubaine qu'elle suscite auprès des patrons, la dégradation d'une partie paupérisée et précarisée de la population légale.

Il suffit d'entrer dans un hôpital, une maison de retraite, un hôtel international, un chantier public, un vignoble, un verger, pour se payer un tour opératoire de la non-citoyenneté en France.

L'avocat de la CIMADE donne une estimation haute de 500 000 travailleurs clandestins. Ajoutons ceux qui ont un permis de séjour, et on mesurera la pression négative de cette immense zone de non-droit du travail sur les autres travailleurs.

Pourquoi un patron paierait-il un employé grande gueule quand il peut en exploiter cinq pour le même prix, qui

eux la fermeront ? Donnez-leur citoyenneté et droit de vote et ils la fermeront beaucoup moins.

Il en est de même dans ce secteur où l'on se soumet moyennant rétribution à des atteintes physiques parfois violentes, je parle de la prostitution.



Je suis opposée à la légalisation de la prostitution. Partout où elle a été réalisée, comme aux Pays-Bas ou en Allemagne, le nombre de personnes prostituées a été décuplé, sans amoindrir le taux d'étrangères (80%) en situation irrégulière (70%). Le seul effet observable de la légalisation est la banalisation de la non-réciprocité dans les rapports sexuels, déjà florissante dans les sociétés patriarcales. Avec toutes les conséquences que cela entraîne, non seulement pour les personnes prostituées, mais pour toutes les femmes : d'après Sysiphe, celles-ci ont subi une dégradation de leurs rapports avec des partenaires qui considèrent comme un droit, puisque c'est légal, d'utiliser l'autre comme un objet ou un domestique sexuel, sans se soucier de ce qu'il ressent.

La légalisation pose comme une norme l'ordre sexuel le plus réactionnaire. S'il est désastreux pour l'égalité sexuelle de légaliser la

prostitution, il faut absolument et sans condition, en revanche, légaliser les personnes prostituées. Les légalistes vont partout braillant que chacun devrait avoir le droit de se vendre. Ce serait défendable dans un monde sans pauvreté.

Les gens qui prennent plaisir à se bousiller le corps en se soumettant physiquement à la frange la plus misogyne et la plus machiste des hommes ne sont pas légion. D'après une enquête d'Elisabeth Fry sur les prostituées de rue à Toronto, 90% d'entre elles feraient autre chose si elles le pouvaient.

Mais pourquoi le droit de vote ? De la part d'une anarchiste, défendre le droit de vote dans une démocratie représentative peut paraître paradoxal. Et bien, je m'assied sur la démocratie représentative, et je défends le droit de vote. Tout citoyen a le même poids dans les urnes.

Comment les gens pourraient-ils respecter un état qui leur impose des devoirs irréalisables (pourrir en relègue et rester poli), sans leur donner aucun droit ?

Les devoirs sont indissociables de l'intégralité des droits. Et ceux qui craignent que les métèques ne renforcent le camp de la pire réaction, je répondrai qu'une grande partie de la gauche s'est honteusement opposée au vote des femmes pendant des décennies sous prétexte qu'elles étaient sous l'emprise des curés.

Aujourd'hui les femmes votent plus à gauche que les hommes. C'est d'exercer leurs droits civiques qui les a émancipées de l'église. Des droits civiques pour tous les résidents nous épargneraient la honte de voir les flics traîner des enfants en camp de rétention, les séparer de leurs parents, leur interdire l'école. Ils nous éviteraient la nausée de voir pourrir en taule des gens dont le seul délit est de ne pas avoir eu de papiers.

La démocratie reste un immense chantier. Il ne suffit pas qu'elle soit directe : il faut que plus personne n'en soit exclu.

Laurence Biberfeld

**Il faut créer un monde où la naissance donne droit à la vie**

## Glasnost en Limousin

**« Cette montagne que tu vois  
On en viendra à bout mon gars  
Un bulldozer et deux cent bras  
Et passera la route. »**

Cet été, certains habitants de la Creuse ont reçu un prospectus officiel intitulé *Le Journal du débat* (1) les informant qu'une procédure de « débat public » sur le projet de ligne à grande vitesse (TGV) entre Poitiers et Limoges se déroulerait de septembre à décembre dans une douzaine de villes et notamment en Creuse. Voilà qui nous donne l'occasion de faire plusieurs remarques.

### Progrès du dialogue

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, aujourd'hui en France, un « débat public » ne signifie pas que des gens se rencontrent pour discuter d'un problème commun et soient suffisamment nombreux et déterminés pour que cette discussion ait une influence sur ce problème et donc sur la société dans son ensemble.

Aujourd'hui, un débat public est une procédure administrative organisée par la « Commission nationale du débat public, autorité administrative indépendante créée par la loi », dotée de moyens financiers et matériels considérables (il y aura par exemple quatre numéros du *Journal du débat* consacré à ce projet de TGV, tiré chacun à 600 000 exemplaires).

Le « débat public », ou plutôt ceux qui l'organisent, ont une grande préoccupation : *garantir à tous le droit à l'information et à l'expression pour éclairer le choix du maître d'ouvrage*. Par ailleurs, partout où apparaît un « débat public », *la prise en compte de l'environnement est une priorité* : construction de centrales nucléaires, autorisation des OGM, destruction d'un quartier d'une ville, etc...).

### A propos du désert

On le voit le « débat public » est désormais inséparable de nos sociétés démocratiques modernes, il est un peu le supplément d'âme qui manquait aux électeurs-télespectateurs, qui sont, nous dit-on, de plus en plus désabusés. Et puis, le bruit des médias et autres machines suffit-il vraiment à combler le silence angoissant de nos villes, de nos campagnes, de nos banlieues-dortoirs diverses et variées ?

*Mettre le désert en mouvement* (2)

requiert de continuelles innovations. Nous sommes donc entrés dans l'ère de la participation : Internet complète avantageusement les émissions télévisuelles sur les écrans ; et les débats de la « démocratie participative » animent un peu la vie publique entre deux élections. Bien sûr il n'y vient souvent pas grand monde - essentiellement des professionnels et des fonctionnaires retraités - et la grande majorité remarque sans doute à peine leur existence : mais ils doivent quand même bien servir à quelque chose, puisqu'ils coûtent si chers !



### L'avènement de la transparence

Vers le début des années 1990, plusieurs campagnes françaises furent le théâtre de mouvements d'opposition contre des nuisances industrielles : barrages sur la Loire, TGV dans l'ouest, autoroute dans le sud-est, tunnel dans les Pyrénées, et des projets d'enfouissements de déchets nucléaires un peu partout en France, et notamment en Limousin. Ces oppositions, malgré leurs indéniables faiblesses, ont parfois singulièrement compliqué la tâche des aménageurs et les ont contraint à moderniser leurs méthodes et à développer la *gestion par la transparence*. (3)

Quand on veut saccager une région, plutôt que d'y aller comme ça sans prévenir, au risque de brusquer les gens et d'avoir ensuite un peu de mal à les calmer, on fait le contraire : on achète d'abord les autorités locales, on crée de toutes pièces des associations favorables, on prépare le terrain, puis on dit, le premier : "il y a un problème, il faut en discuter". Les opposants se trouvent ainsi dès le départ sommés de participer à des discussions dont ils ne choisissent ni les modalités, ni les partenaires, ni les conséquences.

### Qui décide de quoi ?

Des gens de bonne volonté pourraient nous rétorquer que, malgré ses défauts, la démocratie participative ce n'est pas si mal, et que c'est quand même mieux que la « non participative », la bonne vieille démocratie représentative.

La première réponse, simple mais non suffisante, c'est de rappeler que ce qui importe ici, comme toujours, c'est la question du pouvoir. Qui décide de quoi ? Dans le « débat public », il n'est bien sûr pas question de décision : on peut toujours s'informer, s'exprimer... tant qu'on veut. Mais en fin de compte qui décide ? Ou plus précisément qui a déjà décidé avant la tenue de ce débat ? Bien évidemment la même bureaucratie-technocratie étatique et marchande qui décide de tous les aspects de notre vie en fonction de ses intérêts et de son délire, et bousille en passant la nature comme la société.

De ce constat de bon sens, on pourrait déduire que ce qu'il nous faudrait c'est un débat public qui serait en somme « décisionnel » et plus seulement « consultatif ». Par exemple une espèce de référendum permanent sur les aménagements du territoire et les directions prises par notre société. Un tel scénario, aussi lointain ou improbable soit-il, est-il pour autant concevable et constituerait-il un progrès vers une démocratie authentique, c'est-à-dire une démocratie directe ?

Dans le prochain Creuse-Citron, nous tenterons d'éclairer cette question en nous penchant sur les causes et les conséquences de la construction de cette nouvelle ligne de TGV.

Cédric

1. Commission Particulière du débat public sur le projet de ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges, 31 place de la République, 87 000 Limoges, <[www.debatpublic-igvpoitierslimoges.org](http://www.debatpublic-igvpoitierslimoges.org)>.

2. Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, (cf le chapitre *Idéologie et terreur* : un nouveau type de régime).

3. Années 90 : sélection des sites d'enfouissement des déchets nucléaires ; 1998 : "conférence citoyenne" sur les OGM ; 2005 : Commission nationale du débat public, pour le lancement de l'EPR ( le nouveau réacteur nucléaire près de Cherbourg).

## 6 - La gueule toute verte

### Tierra y libertad

Confrontés directement aux dégâts écologiques et sociaux de la sainte croissance, à l'emprise intégriste des dévots des techno-sciences, aux croisades contre la diversité des écosystèmes et des sociétés, à la marchandisation sacralisée de la nature et des relations sociales, les paysans participent, avec leurs valeurs d'autonomie et d'entraide, aux combats de survie contre ce système mortifère.

#### Les mangeurs d'produits de la terre

Les Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) sont de création très récente. Les premières sont apparues à l'initiative de petits paysans de Provence. Elles connaissent un développement rapide dans de nombreuses régions (57 en région parisienne en 2 ans et demi). On peut en trouver l'origine dans les Seikatsu Club qui regroupent 21 millions de Japonais autour de 600 coopératives d'achat, ainsi que dans les Fermiers de famille du Canada.

Un contrat est passé entre un producteur et un groupe de consommateurs pour une saison ou une année. Un plan de production est défini en commun permettant la fourniture hebdomadaire d'un « panier » de nourriture. Le producteur est payé d'avance, ce qui le protège des aléas du marché et des griffes du Crédit Agricole. Des contacts directs sont établis lors des distributions mais aussi dans la ferme où chacun peut se rendre compte des conditions pratiques de production. Si les cultures ne le sont pas déjà, l'AMAP appuie et facilite leur conversion en bio. A l'exemple du réseau Red ecovida agroecológica, 4000 fermes bio du Sud du Brésil, qui a adopté une « certification participative » à la place d'onéreux contrôles d'organismes extérieurs, aucun label n'est exigé : le producteur s'engage simplement à suivre le cahier des charges de Nature et Progrès.

Des réseaux entre AMAP se constituent, permettant des échanges d'expériences et une réflexion sur des questions concrètes : plusieurs producteurs pour une AMAP ? plusieurs AMAP pour un

producteur ?

Ces initiatives favorisent concrètement l'agriculture paysanne : indépendance vis à vis des circuits commerciaux, réduction des transports, diversification, consommation de produits de qualité et en saison, redécouverte de produits rustiques... Elles aident souvent des producteurs à rester à la terre en échappant à l'agriculture productiviste. Ainsi une AMAP a permis l'installation d'un paysan sur 20 hectares non cultivés du Plateau de Saclay.

Si on ne peut prévoir l'avenir des AMAP dans l'environnement capitaliste prédateur actuel, leur structuration souple devrait leur permettre d'expérimenter des pratiques intéressantes telles le jumelage de fermes bio et de centres de petite enfance (Canada) ou la possibilité de payer une partie de ses achats en participant aux récoltes.



#### Gens sans terre

Dans ce vaste monde 500 millions de paysans sont privés de terres. Ils ne se résignent pas tous à s'entasser dans les bidonvilles ou les « boat-people » pour alimenter la chair à profits du capitalisme cannibale. Ils se regroupent et passent à l'action directe dans de nombreux pays : Landless Movement d'Afrique du Sud, Ekta Parishad d'Inde, Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil... Des marches, regroupant des milliers de paysans, vont de village en village pour imposer l'accès à la terre et aux ressources pour la travailler.

Le MST a été créé en 1984 dans l'Etat de « Rio Grande do Sul » et a organisé

de multiples occupations de terre. Malgré la répression, des familles ont été installées dans de nombreux « agro-villages ». Ainsi, depuis plus de 20 ans, l'hacienda de Pirituba a été récupérée par des sans-terre. Elle fonctionne autour d'une coopérative agricole où chacun est payé selon son travail, sans hiérarchie des salaires, les aliments étant distribués en fonction des besoins. Autour de la production de blé, de soja et de haricots, des activités annexes se développent : petit élevage, plantes médicinales, médicaments traditionnels. Des services communs fonctionnent : école, magasin, café.

Fin 2004 existaient 6500 « asentamentos » (installations) au Brésil. Dans l'ensemble des coopératives associées, le MST a mis en place la marque « Sabor de campo » (saveur des champs) permettant à de nombreux consommateurs de pratiquer un « commerce de solidarité » se démarquant totalement du soi-disant « commerce équitable » : proximité entre producteurs et consommateurs, initiatives venant des producteurs et non d'une entreprise occidentale.

Malgré la forte dynamique actuelle des problèmes existent, souvent liés à l'influence que tente d'y développer l'Eglise ainsi qu'à l'approche marxiste de certains dirigeants, prônant une forte intervention de l'Etat. La récente élection de Lula, « vedette américaine » du Parti des Travailleurs, a fait éclater les contradictions. Préférant donner des gages à la « communauté internationale » (FMI, OMC...) plutôt que de tenir les promesses de distribution de terres, il a par ailleurs autorisé la culture massive des OGM ! Cependant la pression des adhérents est très forte et a permis de faire évoluer certains choix au sein du MST. C'est ainsi que des orientations engageant à participer à la concurrence que mène le Brésil pour se placer sur le marché mondial (cultures d'exportation, développement technique accéléré...) sont remises en cause. La tendance actuelle est au remplacement des engrais et fertilisants chimiques par

# La gueule toute verte - 7

leur équivalent organique, ainsi qu'au retour sur les excès d'industrialisation de l'agriculture.

Ce mouvement de grande ampleur s'appuie plus sur les actions et les réflexions pragmatiques de la base que sur l'idéologie de guides éclairés. Sa démarche politique est d'« arriver au socialisme dans le monde agricole brésilien en agissant par capillarité pour changer la société ». En ce sens les actions qui se développent pour encourager les habitants des bidonvilles à participer aux occupations de terres et aux installations sont primordiales.

## Andalousie verte et noire

Les terres d'Andalousie sont encore imprégnées de la vie des communautés agricoles anarchistes des plus belles années de la révolution espagnole (1936-1937). Le rapport à la terre y reste en partie plus un usage qu'une propriété. C'est par exemple le cas pour Manolo et Enrique. D'abord ouvriers agricoles sur les terres de grands propriétaires andalous ou de viticulteurs français, ils ont été de tous les combats du SOC (Syndicat des ouvriers agricoles) qui, depuis les années 80, a organisé des occupations de terres. Ces actions ont été contrées par le gouvernement socialiste du moment qui proposa des allocations aux ouvriers agricoles à condition de cesser de revendiquer la terre ; pour neutraliser les plus radicaux, leur remplacement par des travailleurs immigrés a été organisé ! D'autre part, au sein même du SOC, se sont développées des formes d'autoritarisme sous l'influence de certains dirigeants marxistes. Manolo et Enrique, de culture

anarchiste, préférant les structures horizontales et les débats ouverts, ont alors créé « La Verde », coopérative en production maraîchère biologique avec un



petit élevage de brebis et de porcs pour l'autoconsommation et la fertilisation organique : « On voulait faire une agriculture paysanne, sans utilisation de poisons ».

Alors que l'Andalousie exporte 90% de sa production bio, ils voulaient travailler pour le marché local. Après acquisition de connaissances auprès des paysans traditionnels, ils ont pu développer des productions très diversifiées de légumes et de fruits avec un système faiblement mécanisé et sans intrants chimiques. « La Verde » a mis en place un circuit d'achat et de vente avec les producteurs bio des environs, prenant le risque de stocker leurs produits sans être sûr de pouvoir les écouler. Des échanges de pratiques permettent des

améliorations profitant à tous. Une banque des semences contribue à préserver et améliorer la biodiversité.

Au delà des objectifs écologiques, c'est tout l'environnement agricole régional qui se modifie par le développement de la solidarité, de l'entraide et non par la concurrence.

## Survivre et vivre

On nous parle de gestion mondiale des biens communs (eau, air, forêts...) qui sont en train de se dégrader à grande vitesse. Mais qui donc va la réaliser ? Les firmes transnationales, l'ONU, la Banque Mondiale, les grands marchés capitalistes (Union Européenne, ALENA d'Amérique du Nord, Mercosur d'Amérique du Sud...) ? Un « melting-pot » explosif de toutes ces structures qui nous conduisent au désastre annoncé ? Seules des initiatives locales des habitants de cette planète, se fédérant hors des bureaucraties partidaires et étatiques, peuvent bousculer ce système au service de quelques uns assis sur la misère de la grande majorité. Les paysans en sont les grandes victimes : on les retrouve dans les usines asiatiques, les ateliers clandestins de Paris, les guerres civiles en Afrique... Mais ils sont aussi le nœud central de multiples points de résistance. Un avenir sans paysans est unimaginable, un avenir sans capitalisme est vital...

Une grande part de ces informations sont extraites de *Les paysans sont de retour* de Silvia Perez-Victoria aux éditions Actes Sud, à lire de toute urgence...

**Elan Noir**

## ORTIE SOIT QUI MAL Y PENSE !

En bref : tout ce qui est gratuit et simple à réaliser est interdit. Ne sont autorisés que les produits payants et sous brevet.

La guerre de l'Ortie est rallumée ! La nouvelle avait perturbé les ondes... Un chroniqueur horticole courageux s'insurgeait, sur France Inter, de la parution imminente d'un décret qui l'empêcherait dorénavant de donner à ses auditeurs des recettes leur permettant de traiter naturellement leurs jardins et balcons... Interdit de dire que l'eau chaude est un bon désherbant pour les allées... Interdit de dire que de simples feuilles de fougère éloignent les chenilles des choux... Interdit de donner la recette séculaire d'un extrait d'ortie, appelé purin ! L'information paraissait si énorme que personne n'y a cru ! L'interdiction de fournir, par quelque moyen que ce soit, les recettes de produits naturels non-homologués, le simple fait d'en parler, avaient beau être assortis d'une peine de 2 ans de prison et 75 000 euros d'amende, l'interdit faisait sourire ! Et pourtant l'action menée jeudi dernier conjointement par les services de l'Inspection Nationale des Enquêtes de Concurrence, de Consommation et de

Répression des Fraudes et le Service Régional de la Protection des Végétaux de l'Ain chez un promoteur de techniques agricoles alternatives marque un tournant nouveau dans ce que l'on appelle désormais la guerre de l'ortie ! L'intervention des services de l'État s'est conclue par la saisie de cours théoriques (quid de la liberté d'expression et d'enseignement ?), la prolifération de menaces non dissimulées et l'interdiction de pratiques aussi diverses et incongrues que celle d'aller récolter avec les stagiaires des plantes sauvages dans la nature ! Qu'on se le dise, il est donc bien désormais interdit de faire référence et de transmettre des savoirs et traditions populaires séculaires qui sont pourtant un inaliénable bien commun ! Voilà pourquoi l'Association des Amis de l'ortie souhaite interpellier les pouvoirs publics et solliciter pour cela le soutien des médias concernés par une telle confiscation de nos libertés fondamentales... Comment un décret pourrait-il amputer les citoyens d'un pays de leur mémoire collective ? En vertu de quel principe un décret prive-t-il le citoyen de ses droits démocratiques les plus élémentaires, à savoir celui d'expression, gravement menacé ici, mais aussi celui du choix de cultiver son jardin comme il l'entend ?

## 8 - Classmedia

### Retour sur le Salon des Médias Libres

*Dans le n°8 de CREUSE-CITRON, nous avons présenté ce premier « salon » dont nous étions co-organisateurs. En voici un résumé partiel ainsi que quelques impressions très subjectives.*

**Comment faire de l'information et du cinéma en dehors des médias dominants ?**

**« Séminaire : « Economie, politique et Langage des médias » proposé par Patrick Watkins.**

Le langage des médias fut abordé à partir d'une critique sur le fond et sur la forme. L'analyse développée porta essentiellement sur le journal télévisé, média déterminant car il induit une façon de penser la société et ses alternatives. Patrick insista sur le fait qu'il ne faut pas abandonner la communication de masse, car autrement le point de vue porté par les médias alternatifs n'existera jamais vraiment. De plus il considère que

l'individu isolé). Enfin l'école technologique montre que l'utilisation de cette technologie influe sur la société, notamment sur les liens entre les individus.

La discussion s'engage, en particulier sur l'« internet », certains trouvent son usage évident et rappellent qu'il a permis de démocratiser des organisations (Attac !). Mais des questions doivent être posées : quels sont les effets induits par l'utilisation de ce support ? Par exemple, quelle forme d'organisation se met en place avec le « réseau » internet ? En élargissant on peut aussi poser la question d'utiliser ou non les différents médias dominants ? Et si oui, comment les utiliser ? Autrement quelles autres alternatives avons-nous ? Comment représen-

ter notre action sociale ? Après un intermède slamé (Igor Agar CC n°9) et un échange direct d'informations locales, la discussion reprend sur les « médias libres » : discussion parfois imprécise car les termes employés restent flous : média associatif, indépendant, alternatif, militant,.... qualificatifs bien différents qui induisent des choix précis comme par exemple le financement ( subventions, fonds publics, ressources propres,...). Certains considèrent comme

CREUSE-CITRON que toute subvention tend à rendre dépendant, Le journal libertaire creusois indique qu'il fonctionne en association avec une responsabilité collective et qu'il a choisi d'insérer un article dans ses statuts précisant qu'elle s'interdit de recevoir toute subvention de quelque nature que ce soit .

Le débat se clôt sur quelques questions à approfondir : peut-on lutter efficacement contre les médias dominants même si ce combat paraît au-dessus de nos forces ? Une éducation à une lecture critique des médias est-elle suffisante ? Paradoxalement lorsqu'on lutte contre la machine médiatique dominante ne continuons-nous pas à l'alimenter ? Ne faudrait-il pas alors créer autre chose ?

A chacun d'apporter ses réponses !

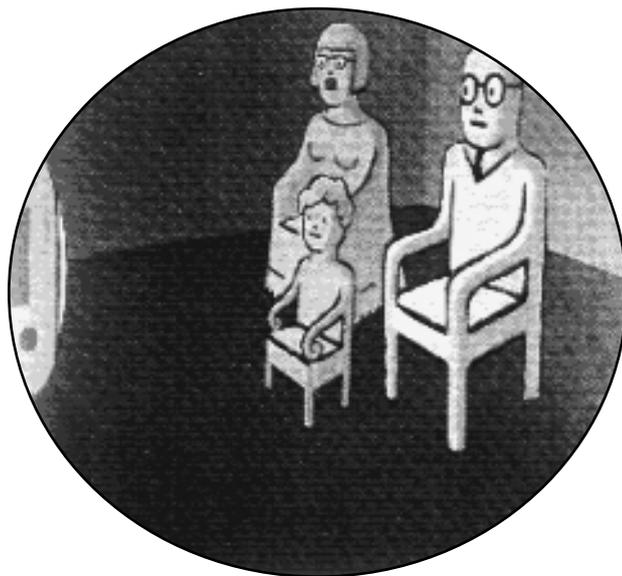
**Projection du documentaire de Geoff Bowie « L'horloge universelle » suivie d'un débat : « Médias en crise / création et presse libres » animé par Patrick Watkins.**

Il est rappelé que pour qu'un réalisateur soit produit, il doit se conformer aux règles édictées par les médias dominants.

Bowie nous emmène alors visiter le MIP-TV de Cannes, immense marché international de la télévision où les stratégies de cette industrie imposent la standardisation et le formatage (thème, durée, format,...) aux médias audiovisuels du monde entier. C'est l'« horloge universelle de la monoforme ».

En contre point nous voyons l'approche du réalisateur Peter Watkins lors du tournage de « son » film La Commune. Le choix des acteurs se fait selon des critères non formatés : motivations non financières, non professionnalisation, adéquation entre convictions politiques et rôle. Peter Watkins laissant les acteurs s'exprimer avec leurs propres mots, la phase préparatoire fût assez longue. Ainsi pendant six à huit mois, les acteurs se sont réunis par « groupe de personnages » (communards, versaillais, bourgeoises,...) pour étudier et réfléchir sur cette situation révolutionnaire. Le tournage des séquences eut lieu dans l'ordre chronologique, ce qui permit aux acteurs d'évoluer logiquement dans leur personnage. Pourtant il y a eu un accroc illustrant bien la répartition des pouvoirs qui auraient dû normalement être affaiblis : le groupe des femmes domestiques décida de faire « grève », suite à l'intervention d'un autre groupe qu'elles désapprouvaient... L'action du moment télescopait la réalité historique de la Commune. Peter Watkins et les acteurs trouvèrent un accord : un temps serait accordé dans le film pour que les participants puissent exprimer leur point de vue ... et le film s'allongea !

Cette forme de réalisation permet donc aux acteurs non-professionnels d'agir concrètement sur le film lors du tournage et de rompre ainsi avec un formatage s'appuyant sur des formes de pouvoir. Cependant le montage, phase ultime d'un pouvoir, reste dans les mains du seul réalisateur. Un montage plus collectif est à imaginer, mais certains pensent que cela n'est pas du domaine du possible. 



les télévisions publiques nous appartiennent et, même, que nous devrions récupérer TF1 (la privatisation de cette chaîne a été « réussie » grâce au mythe du gain de liberté que cela offrait par rapport aux chaînes d'Etat). Patrick présente les différentes écoles sociologiques qui analysent les effets des médias. Pour l'école dominante, l'impact de la télévision sur la société a un effet limité, à court terme les médias ne sont pas capables d'induire un changement massif (ex : vote du référendum sur l'Europe). Une autre école, plus alternative remarque que les médias ne nous disent pas quoi faire mais plutôt quoi penser, et là, l'effet n'est plus limité. Le courant critique, lui, ajoute que les médias ne sont pas utilisés pour faire changer mais au contraire pour freiner tout changement (une stabilité qui s'appuie sur

## L'autonomie matérielle et politique

*Rencontres de l'Action Mondiale des Peuples en août à Bellevue (cf Creuse-Citron 9)*

Comment rendre compte en quelques mots de dix jours de rencontre permanente avec 50 personnes et plus ? Evidemment je ne peux pas ici évoquer ce qui s'est dit lors de toutes ces discussions et échanges pratiques. Et puis, quel intérêt ? (il y a quelques compte-rendus sur internet sur le site de l'AMP). Je voudrais plutôt aborder l'organisation locale et rapporter quelques impressions.

### L'organisation ou l'autonomie collective par la cuisine.

D'abord ceux de Bellevue avaient posé comme condition à l'accueil de ces rencontres la constitution d'un groupe local pour la préparation. Cela s'est fait en prenant notre temps. D'abord des réunions pour définir les thèmes généraux entre gens du coin ; chacun amenant ses propres idées en lien avec l'autonomie (santé, éducation, énergie...). Puis pour l'organisation pratique, dans les semaines précédant la rencontre, des gens du coin et des participants arrivés avant se sont mis au boulot pour aménager un peu les lieux, penser comment dormir, se laver, s'amuser... enfin vivre à 50. Il y a eu la construction de douches extérieures intimes (cuve d'eau chauffée au bois), l'aménagement de divers lieux pour s'abriter de la pluie, la fabrication de nombreux panneaux expliquant comment on avait pensé les choses. Soit une semaine chargée, avec pas mal de réunions. Mais quand tout le monde est arrivé, ce groupe de base s'est complètement dissous. Pour moi c'était une bonne expérience d'autogestion et de non prise de pouvoir. Deux exemples : d'abord l'essentiel, la cuisine et l'entretien. C'est là que l'on perçoit le mieux comment un groupe fonctionne (voir le commentaire sur ce sujet dans l'article sur AC). A Bellevue, on a fonctionné avec des tableaux pour les différentes tâches, des fiches de conseils... et chacun s'inscrivait et participait réellement (10 personnes par jour). Certains sont en plus allés aider sur des chantiers dans le cadre d'échanges (légumes et

lait). Autre exemple pour le programme des rencontres, il y avait deux référents à qui on pouvait poser des questions, mais autrement chacun inscrivait ces propositions... et la semaine fut bien remplie.



### Et nous avons parlé...

Souvent dans ces réunions, on fait beaucoup de débat sur le débat : écoute, respect... Bref, on forge une culture commune, ici ce ne fût pas vraiment nécessaire. Par contre des ateliers spécifiques sur la communication non-violente ont été mis en place. Il y a eu une écoute rare, notamment lors de discussion sur des sujets qui pouvaient être très personnel, comme les troubles psychiques. Un participant raconte "Il y a aussi ce sentiment de ne pas être jugé sur des postures politiques. Je suis étonné car dans les milieux alternatifs radicaux, c'est dur, il y a une culture de l'affirmation de soi dans la rencontre avec l'autre". Mais surtout on a testé avec efficacité les réunions de ressenti : tous les trois jours, tout le monde se réunit en petits groupes pour partager des ressentis et faire des propositions de solution à d'éventuels problèmes. Chaque groupe choisit deux délégués qui se réunissent avec les autres délégués pour lister les points à répercuter

le soir au dîner à tout le monde.

### ... de l'autonomie

Pour chaque thème, il y a eu des ateliers de réflexions et des ateliers pratiques. L'autonomie collective est aussi passée par une attention au corps (massage, réveil en douceur, improvisation vocale, bal) qui permet une modification de la relation à l'autre et jouent sur les liens sociaux et humains. "Finalement, l'autonomie se niche autant dans une discussion sur un texte de Foucault sur le rôle du pouvoir médical dans le contrôle des populations, que dans les premières fois : démarrer une tronçonneuse, faire cinquante kilos de pain, reconnaître les plantes". Ou "Le discours de l'autonomie matérielle est très politique. L'activité politique bien sûr, c'est aussi faire des manifestations, des campagnes sociales, c'est aussi choisir comment vivre... Chaque geste dans la journée, choisir d'utiliser les toilettes sèches, ce n'est pas seulement pour l'écologie, c'est aussi politique". Une autre rajoute que "c'est une démarche ici et maintenant qui a un effet économique et non exclusivement politique, une sorte de boycott organisé". Evidemment ces discussions sur l'autonomie ont fait émerger une conscience de nos limites actuelles : l'absence d'alternative à l'hôpital psychiatrique pour les situations de crise, l'absurdité de la recherche d'autonomie (auto-production alimentaire et énergétique...) alors que les menaces nucléaires, génétiques et climatiques se précisent. Alors on se refile des trucs, on parle de délégation critique et accompagnée à l'hôpital psychiatrique, de construire des collectifs à la fois ruraux et urbains, de la nécessité d'accoler une action politique de contestation à la construction d'alternatives.

"Il y a une pensée collective qui se construit même si elle n'est pas palpable par un compte-rendu".

VIRGINIE

**Ils ne savaient pas que c'était impossible alors ils l'ont fait**

# 10 - Au boulot, y'a du boulot !

## La Confédération Nationale du Travail

Depuis environ 3 ans quelques Creusois, d'origine, d'adoption, ou de coeur, se sont regroupés syndicalement au sein de la CNT23. Pourquoi un tel choix et quels projets en vue?

Se syndiquer... mais pourquoi ? Parce qu'y en a marre d'être licencié, précarisé, flexibilisé, sanctionné, dégraissé... sans rien dire ! Parce qu'on ne veut plus monter passivement dans la lugubre charrette du futur « plan social » ! Parce que c'est pas une vie de sortir du chômage pour plonger dans les petits boulots, les stages bidon, les contrats précaires ! Parce qu'à force de baisser la tête, on a les idées courbes et la soumission nous mine ! Parce qu'avec d'autres compagnons de misère, on peut ne plus subir, connaître ses droits, les faire appliquer, se faire respecter des patrons et de leurs affidés... en attendant de s'en passer !

Et pourquoi à la CNT ? Parce que la CNT n'est pas un « partenaire social » du MEDEF et de l'Etat. Parce qu'à la CNT les adhérents décident par eux-mêmes, sans bureaucratie, mots d'ordre parachutés, « ligne » à suivre ou arrière-

pensées politiciennes. Parce que, pour la CNT, les pratiques quotidiennes en rupture avec les schémas hiérarchiques actuels (absence de permanents syndicaux, décisions à la base, mandats impératifs, rotation des tâches...) préfigurent « un autre futur » (émancipation des travailleurs, égalité et justice sociale, gestion de la société par les producteurs...). Parce que la CNT renoue avec les origines du syndicalisme : indépendance du mouvement social vis à vis des partis, action directe plutôt que délégation de pouvoir à des spécialistes syndicaux, gestion des luttes par les travailleurs eux-mêmes...

En attendant une Creuse autogérée... Dans l'environnement de renoncement et de servitude entretenu par le capitalisme, il est difficile de développer une organisation réellement autonome des tenants du pouvoir (patronat, État, partis) ainsi la CNT23 dispose encore de peu de forces. Cependant plusieurs adhérents participent à différentes associations (chômeurs, antinucléaire, presse libertaire). Divers projets sont envisagés ou en cours de réalisation : information et organisation des



personnes employées à domicile, permanences syndicales itinérantes à travers les bourgs creusois... animations culturelles (théâtre, musique). Notre objectif n'est pas d'être une « bonne soeur » sociale venant en aide aux miséreux, mais bien de permettre à chacun d'avoir les moyens de se défendre par soi-même.

CNT 23

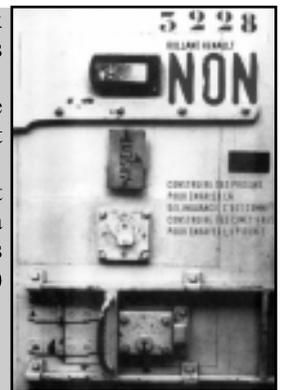
**NON de Rolland Hénault**  
*"Construire des prisons  
pour enrayer la délinquance,  
c'est comme construire des cimetières  
pour enrayer l'épidémie"*

Nous aurons l'occasion le 11 novembre de décerner à notre compagnon-écrivain Rolland Hénault le prix *Ni Dieu, ni maître* 2006 pour son livre *NON* que viennent d'éditer les éditions Libertaires.

Rolland Hénault a enseigné pendant plusieurs décennies en prison, rencontrant alors des

prisonniers célèbres comme Carlos ou encore ceux d'Action Directe, mais aussi la foule des petits voyous, des branques et bien d'autres encore. De ces rencontres est né ce livre qui brosse le portrait d'une trentaine d'eux en leur laissant largement la parole.

A l'heure du délire sécuritaire tout azimut politique, un tel livre prônant l'abolition de la prison ne pouvait qu'attirer l'attention de ces vils provocateurs oléronnaïses (domicile des éditions) mais surtout libertaires !



## Lareplik : La folie des glandeurs

Avec un nom comme ça, on s'attend à des parodies, y'en a. La pochette déjà annonce la couleur : la Liberté d'Eugène tient un drapeau de pirate. C'est donc un groupe punk (au début, on pense aux Bérus et à la fin on y est) qui fait de la chanson à texte secouée : du *con de droite*, aux étudiants bobos, en passant par les institutions et les sectes, sans oublier la gamme des losers, tout le monde y laisse des plumes. Dans le livret, y'a des super dessins et des petits résumés explicatifs, du genre : *Merci à l'ensemble des salauds qu'on a pu croiser dans notre courte vie*

nous aide à développer une misanthropie protectrice, merci à eux. Et pour une fois y'a aussi des femmes [superbe voix nasillardes] dans le groupe ! Un CD du label indépendant *Crash disques*. A suivre...

**Les principes du marketing n'ont laissé à l'homme politique que l'ambition d'être acheté**

## Espagne 1936

**« Maintenant je peux mourir, j'ai vu réaliser mon idéal » disait un anarcho-syndicaliste d'une collectivité agricole de la région levantine en ces premiers jours révolutionnaires d'un été inoubliable.**

La révolution espagnole de 1936, malgré ses suites tragiques, est sans doute le plus beau chapitre de l'histoire de l'anarchisme. Pendant plusieurs mois, ouvriers et paysans ont vécu le communisme libertaire dans les usines et les villages, dans les milices, dans les familles, dans les services publics ; des dizaines de milliers de femmes ont participé à l'organisation des Mujeres libres (Femmes libres). Mais ils devaient aussi faire la guerre pour défendre la nouvelle société qu'ils créaient.



Milicienne en armes durant la révolution espagnole

### La révolution sans l'Etat républicain

La confédération anarcho-syndicaliste CNT avait mis toutes ses forces dans l'éducation du peuple, la pratique de l'organisation et la préparation de l'insurrection. En juillet 1936, la CNT (avec la fédération anarchiste ibérique – FAI) est prête à riposter au coup d'Etat du général Franco et monte « *a las barricadas*, *por el triunfo de la Confederation* », entonnant l'hymne anarcho-syndicaliste : le mouvement des collectivisations démarre aussitôt, en même temps que la constitution de milices qui vont repousser pendant des mois les troupes franquistes. L'expro-

priation et la collectivisation des terres, l'autogestion des usines ne se font pas pour défendre le gouvernement républicain de Front populaire mais pour réaliser une révolution. Pendant quelques mois, l'Etat républicain n'existe que sur le papier.

### La solidarité internationale des compagnons

La solidarité des compagnons étrangers est immédiate ; des centaines de militants français, italiens, allemands, argentins, américains, suisses... quittent leur travail dès le mois d'août 36 pour aller se battre en Espagne contre le fascisme et pour la révolution sociale. Certains forment leurs propres sections, comme la section italienne intégrée à la colonne Francisco Ascaso, le groupe francophone de la colonne Los Aguiluchos de la FAI ou le Groupe international de la colonne Durruti (dont faisait partie Antoine Gimenez – cf. *Les fils de la nuit*, page 14).

### La lâcheté des démocraties européennes

Bien différente est l'attitude des démocraties européennes et de la gauche socialiste et communiste, qui craignent la généralisation de la guerre mais aussi la victoire de la révolution et adoptent une politique de « non-intervention ». Elles ouvrent ainsi les portes à l'appui massif de Mussolini et d'Hitler aux fascistes espagnols. Ce n'est qu'en octobre 36 que l'URSS change de tactique et encourage la constitution des Brigades internationales, sévèrement encadrées, dont une des missions sera de briser l'élan révolutionnaire du peuple au profit de la guerre.

### La guerre dévore la révolution

Les fronts se sont multipliés ainsi que les victimes, les milices anarchistes manquent d'armes et de munitions, les usines collectivisées improvisent véhicules blindés et obus. Peu à peu, l'industrie tout entière devient industrie de guerre ou d'arrière-garde et la guerre dévore la révolution. L'enthousiasme révolutionnaire est mis à mal. Les communistes staliniens, sabotant et favorisant la désorganisation tant des fronts que des collectivités agricoles, cela depuis le début, s'attaquent alors ouvertement

aux anarcho-syndicalistes par tous les moyens, en particulier les plus expéditifs.

### La douloureuse défaite

Les collectivités de Catalogne et d'Aragon seront bientôt reprises en main, celles du Levant tiendront encore plusieurs mois. En février 39, Barcelone est prise par les troupes franquistes, en mars c'est au tour de Madrid. Des milliers d'anarchistes et de républicains sont massacrés ou emprisonnés, des centaines de milliers prennent la route de l'exil.

Après un accueil innommable par les autorités françaises et leur passage dans ces camps de réfugiés, véritables lieux de honte et de mépris, un grand nombre d'entre eux vont intégrer la résistance (dans le Limousin comme dans nombre d'autres régions) pour continuer le combat contre le fascisme commencé un certain 19 juillet 1936.

Texte d'après la préface de Marianne Enckell de « *Pour le bien de la révolution* » (Deux volontaires suisses miliciens en Espagne, 1936-1937) aux éditions du CI-RA à Lausanne (2006).

*Dans le prochain numéro sera certainement abordé le rôle des anarchistes dans les maquis et la libération de Limoges.*

### Petite bibliographie

*Autogestion et anarcho-syndicalisme* de Franck Mintz.

*Buenaventura Durruti, un combattant libertaire dans la révolution espagnole* de Abel Paz.

*Collectivisations : l'œuvre constructive de la révolution espagnole* ; Collectif.

*Enseignements de la révolution espagnole* de Vernon Richard.

*Espagne libertaire* de Gaston Leval.

*Hommage à la Catalogne* de Georges Orwell.

*Ils ont osé, Espagne 1936-1939* de Cédric Dupont.

*Le mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale* de César M.Lorenzo.

*Mujeres libres* ; Collectif.

*Espagne 36 – Les affiches des combattants de la liberté* ; Collectif.

**Nous savons que nous n'hériterons que de ruines,  
mais un monde neuf s'ouvre devant nous et ce monde est en train de naître**

## 12 - Mauvaises fréquentations

### Nous aimons la CRS, vive la CRS !

*Conversation avec Christophe, un membre parmi d'autres de la « Chorale des Résistances Sociales » (CRS), chorale militante à Limoges.*

*Christophe, peux-tu nous parler de l'origine de cette chorale ?*

On a pris ce nom de CRS parce qu'il avait du sens pour nous. Pendant trois ans de suite, nous avons organisé à Limoges un événement issu de pratiques de terrain qui s'appelaient "la Fête des Résistances Sociales". Différents mouvements s'étaient rencontrés autour de ce projet, nous, nous venions du mouvement des chômeurs et des occupations de 1998 mais il y avait aussi ce qui s'était passé autour des sans-papiers ainsi que de l'anti-fascisme. Tout cela avait entraîné un certain nombre de gens à avoir des pratiques ensemble et nous avions envie d'avoir un moment commun de débat et de fête. Alors nous avons monté la Fête des Résistances Sociales. La CRS est en référence directe avec cette fête qui, pour nous, était un moment important d'apparition publique dans la ville autour de nos débats, de nos idées et de ce qu'on défendait.

Ce qui fait vivre la chorale et qui est à son origine, c'est le collectif AC! Limoges (Agir ensemble contre le Chômage). Pendant le mouvement des occupations de 1998, on s'est emparé de la Direction régionale des ASSEDIC Marche-Limousin. Nous avons vécu ensemble pendant trois semaines et nous avons eu envie de continuer. Un certain nombre d'entre nous aimions la chanson, alors nous nous sommes mis à chanter dans les manifs, pour les soirées...La chorale étant née dans une situation de lutte, nous chantions donc des chants de lutte, des chansons que l'on crée pendant les mouvements ou des chansons anciennes, comme *les Canuts* ou *la Semaine sanglante*, qui renvoient à des rêves, charrient des tas de choses qui nous concernent et qu'on s'approprie.

Pendant pas mal de temps, il n'y a pas eu de séparation entre le public et nous : c'est à dire qu'on allait dans des manifs et on chantait. On ne chantait pas pour un public. Nous étions dans une période où on se servait de la chanson comme instrument d'intervention dans des luttes sociales, la chorale était contestataire. La vraie transformation de la chorale a eu lieu quand on a commencé à chanter devant un public et qu'on a commencé à en avoir conscience. Ça s'est passé dans une scène ouverte, à Tulle. Pour nous, c'était tout à fait nouveau et ça a entraîné

pas mal de changements. Mais cette histoire de la séparation entre public et producteur, acteur, artiste, c'est l'éternel problème. Nous avons continué dans ce sens et nous avons rencontré la compagnie professionnelle théâtrale "Jolie môme" (2000). Un cycle de stages a commencé avec eux. Alors là, on était vraiment dans une optique différente: où on retrouve d'un côté des artistes et de l'autre, un public qu'on va respecter en produisant le mieux possible ce qu'on va faire. Cela nous a amené à un travail de chant très spécifique sur le répertoire et sur l'interprétation. Nous avons aussi appris la mise à distance avec le texte (comme chanter des textes avec lesquels on n'est pas en accord). Puis avec la

Avec la lutte contre le CPE, il y a eu un apport de jeunes. Actuellement nous sommes entre douze et quinze (au départ nous étions six).

La chorale est gratuite, totalement ouverte et sans adhésion. Quant on nous propose un spectacle, on en discute et, si nous sommes d'accord, on voit qui est disponible. Nous avons défini une "masse critique" pour intervenir, en deçà de laquelle nous pensons que cela devient "casse-gueule". A part cela il n'y a aucune pression de quelque sorte que ce soit. Un point très important, c'est que la chorale est un atelier de chant gratuit. Maintenant il y a des gens qui viennent pour le chant, alors qu'au départ c'était plutôt pour notre type de



compagnie *Paroles*, nous avons monté le spectacle de *La lutte enchantée* avec, toujours cette idée, de mise à distance, d'interrogation sur le présent, le passé et la révolution. Ce spectacle est notre dernière production avec lequel on tourne actuellement et qu'on a beaucoup de plaisir à chanter.

Dernièrement nous avons travaillé en rapport avec la lecture de Gatti, en Corrèze, à La Berbeyrolle (septembre 2006). Nous avons franchi là, une autre étape, car nous étions carrément dans une dimension religieuse du chant qui nous était totalement absente. En effet Gatti a une certaine spiritualité, il a un souffle de ce genre et donc on est entré dans ce registre là, qui n'a pas un contenu proprement religieux mais qui a une tonalité religieuse.

*Combien êtes vous ? Comment fonctionnez-vous ?*

lutte. Alors le côté militant du départ existe-t-il toujours ?

Il y a un engagement, mais tout le monde ne s'engage pas. Cependant il existe un noyau assez fort qui est le moteur. Mais là où on est tous militants, c'est qu'on a toujours tous répété dans des squats quand c'était possible. Pour nous l'apport culturel du squat était très important, on a toujours défendu l'idée qu'un squat n'est pas qu'un asile de nuit mais que c'est un lieu où l'on peut vivre d'autres choses. Dans le "squatédral" (évacué l'année dernière) nous avons monté un infokiosque et un atelier conte. La chorale, en y répétant, a développé des pratiques qui nous servaient pour la lutte mais qui n'étaient pas instrumentalisées. Nous sommes engagés mais il n'est pas question

# Mauvaises fréquentations - 13

d'être la courroie de transmission de quelque parti que ce soit !

*Actuellement où répétez-vous ?*

Dernièrement nous sommes entrés dans un collectif qui s'appelle *Mais... l'usine* situé en centre ville dans une ancienne usine de porcelaine. Avec la chorale, nous estimons être à l'interface entre l'artistique et le politique d'autant qu'il y a un conflit latent avec la mairie sur la gestion de cet espace et son appropriation. Nous sommes prêts à affronter le politique localement sur ces questions de lieux, de friches et des projets qu'il peut y avoir. Sachant qu'on a une municipalité tout à fait alignée sur ce qu'il se fait dans les villes de cette importance, on peut penser que tout ce qui est associatif, pauvre, non économiquement rentable, va être viré et que le centre-ville va être refaçonné en privatisant les espaces publics (cas éventuel des salles municipales - Blanqui - derrière la mairie de Limoges). *Mais... l'usine* ainsi que d'autres lieux qui doivent s'ouvrir vont reposer la question de l'espace. Et nous, on s'inscrit dans cette dynamique là, autour de la gratuité, de la révolution et de la transformation sociale.



*Quant on vous voit sur scène en rouge et noir, on pourrait croire que c'est la chorale de la CNT (anarcho-syndicaliste) ?*

On pense que le rouge et noir ça passe bien, on l'a pratiqué avec "Jolie môme" qui ne sont pas forcément CNT, mais plutôt de tendances Lutte Ouvrière ou LCR.

*Etant en lutte contre certaines institutions d'Etat, municipale ou autres, ne pensez-vous pas être un peu en contradiction quand vous montez des spectacles avec des subventions du Conseil général ?*

Je reconnais que nous sommes dans une contradiction mais la chorale en tant que telle n'est pas subventionnée par le Conseil général. Peut-être était-ce une subvention déguisée mais dans les faits c'est un cachet que nous avons touché de cette institution dans le cadre de l'opération *La culture au grand jour* en échange d'une représentation de notre spectacle. Le spectacle étant gratuit, c'est un peu de la redistribution mais, c'est vrai qu'en même temps, d'une certaine manière, nous renforçons le conseil général.

La question est de savoir si on a vraiment besoin d'argent ! Nous tournons avec très peu, on se débrouille beaucoup.

*Quels sont vos projets ?*

Après ce qu'on a fait avec Gatti, on continue avec notre spectacle *La Lutte enchantée* mais il me semble que nous sommes dans une période d'attente.

Nous travaillons de nouvelles chansons. Nous avons aussi des échanges avec une autre chorale avec qui nous intervenons parfois ensemble.

Nous aimerions nous produire à *L'Atelier* (Royère de Vassivière), à *l'Heure Creuse* (Lupersat) et dans d'autres lieux mais pour le moment nous n'avons pas de "démò" !

*Peux-tu nous parler des nouvelles formes d'action auxquelles vous participez comme l'EuroMayDay ?*

Ces dynamiques ne sont pas spécifiques à Limoges, déjà le mouvement *Reclaim the street* en Angleterre était dans cette optique de réappropriation de la rue. L'espace urbain peut être reconquis avec notre manière d'être, sans être figé dans un rôle d'automobiliste ou de piéton discipliné, voire même de Rmiste ou chômeur. Nous avons envie de nous moquer des approches caritative ou misérabiliste car on pense qu'elles sont néfastes, elles sont là pour recadrer les gens par rapport au salariat. La manière festive que nous utilisons, a sans doute ses limites mais ce n'est qu'une manière, parmi d'autres, de lutter. Nous essayons de produire des espaces de luttes qui vont se traduire sur le logement, sur la gratuité, sur la circulation, sur le droit d'exister avec notre subjectivité,...

Dans ces manifestations il n'y a pas que la chorale qui soit intervenue, une

*brigade d'action clownesque* (BAC) a été créée lors du premier mai, ils font un peu le rôle du fou du roi tout en faisant un peu comme un service d'ordre, ils ont fait l'interface avec le reste. Il existe aussi une brigade anti-pub qui détourne les affiches pendant les manifs. Toutes ces interventions articulent différentes luttes, autour de la précarité, de l'anti-pub, de la réappropriation de l'espace urbain. Ce genre de happening est une alternative à la manif traditionnelle.

En juin, nous avons fait un marché aux puces gratuit à la fin d'une manif. Les gens ont eu du mal à rentrer dedans, ils se demandaient où était le piège mais cela a entraîné tout de même quelques discussions malgré beaucoup de blocages.

## RECLAIM THE STREETS!



*Quels sont vos rapports avec les organisations politiques et syndicales classiques ?*

Dernièrement la CGT nous a invités pour l'anniversaire du Front Populaire, ils nous ont même proposé d'accompagner l'expo qui lui est consacré. Sinon, nous n'avons pas de rapports particuliers avec les syndicats. Depuis deux ans, Lutte ouvrière nous invite à leur fête locale. Cette année, le PC corrézien nous avait invités à une fête mais nous n'avons pas accepté car certains n'étaient pas d'accord. En principe nous avons décidé de ne jamais chanter pour la gauche institutionnelle mais ça peut se rediscuter.

*Une dernière chose avant de se quitter ?*

Il y a une question que je me pose : peut-on représenter la révolution et la faire ? Je suis quand même dans une optique révolutionnaire et la représentation, des fois, ça m'agace !

## 14 - Mauvaises lectures



Plus de vingt ans après les albums BD de la collection *Légendes d'aujourd'hui*, Pierre Christin (et Alain Mounier au dessin) avec *Mourir au paradis* fait écho à la décomposition annoncée de l'idéologie « communiste » dans le huis clos étouffant d'une datcha (dépeinte dans le sublime album *Partie de chasse*).

Toutes les caractéristiques de la nouvelle idéologie dominante de cette société de propriétaires gavés de « sécuritite » aiguë et de peur délirante de l'autre sont autant de détonateurs incontrôlables : Une gated city, un lotissement de luxe entouré d'une clôture inviolable avec police privée, des caméras de surveillance partout, un check point à l'entrée... Un groupe d'adolescents à la énième dérive, des « collectors » nazis, des 4x4 de choc, des armes de guerre... Tout est en place pour faire exploser cette microsociété paranoïaque comme le totalitarisme rouge l'avait été en son temps !

Une BD à lire et à méditer avant que Sarkosy ne facilite l'implantation de telle « asile ».

Aux éditions Dargaud (2005)

La série continue : après *Paroles anticolonialistes* et *Paroles antimilitaristes* voici le tout dernier *Paroles de maîtres du monde d'aujourd'hui*. Franck Thiriot nous explique cet étrange choix : *Une fois n'est pas coutume, c'est à la parole Divine des Maîtres du monde que nous cédon's la place ici. Les ennemis de la vie et du genre humain ont un programme et l'appliquent.* Toutes ces citations plus cyniques et délirantes les unes que les autres font froid dans le dos. La bête est dangereuse et mieux la connaître permettra, assurément, de mieux la combattre. A signaler les très beaux et très évocateurs dessins de Jean-Pierre Perchet qui illustrent ces monstrueux propos. Un échantillon pour appâter l'« usager » : *Le marché est plus grand que nos rêves* (Jack Welch, industriel américain).

Dans la collection Paroles, aux Éditions Libertaires (2006)

Les 3èmes journées Editions et Bandes dessinées indépendantes se sont déroulées tout récemment sur le plateau des Millevaches et ont été riches de découvertes. Parmi celles-ci, il y a les éditions *Terrenoire*, petite maison d'édition « artisanale enragée » dont la collection *NO PRESENT* ne peut que retenir notre attention. Il n'y a qu'à lire la présentation qu'ils en font : *A l'interdiction d'interdire des années 60 et au no future rageur de la fin des années 1970, succède un vaste no présent commencé au début des années 1990, où le brouillage des repères psychologiques et le déclassement social se combinent pour générer une révolte aussi violente que silencieuse, tristement avant tout retournée contre soi-même. Enfants de ce déclassement, les auteurs de TerreNoire prennent position avec cette collection pour replacer leur expérience dans la perspective d'une prise de conscience générationnelle.*

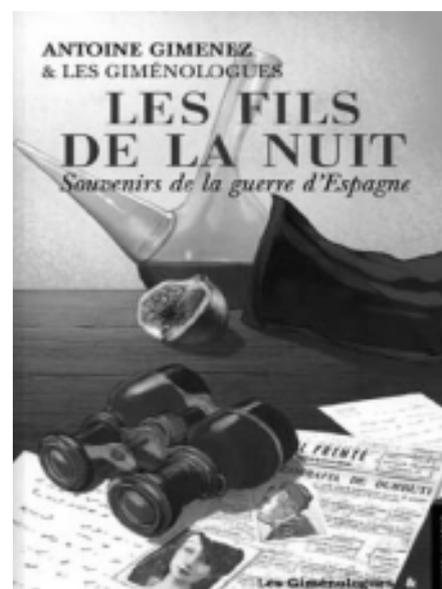
A noter que les titres de cette collection sont "faits à la main par des chômeurs".

Éditions Terrenoire, 10 rue du Chariot d'Or - 69 004 Lyon.

[www.editionsterrenoire.com](http://www.editionsterrenoire.com)

Magnifique livre dont la première partie est constituée du manuscrit original des Souvenirs de la guerre d'Espagne d'Antoine Gimenez qui nous offre là un témoignage inestimable sur ces mythiques unités de franc-tireurs surnommées alors les « hijos de la noche ».

Surveillé et traqué par la police mussolinienne, Salvadori va devenir Gimenez et se réfugier en France. La révolution espagnole de 36 va le surprendre dans les champs andalous. Très vite, il s'enrôlera comme milicien au sein du Groupe International (à ne pas confondre avec les Brigades internationales organisées sur ordre de Staline un peu plus tard !) de la célèbre colonne Durruti sur le front d'Aragon. Il participera intensément aux premiers jours de la révolution en juillet 36, aux terribles combats sur le front d'Ara-



gon pour le contrôle de Saragosse puis à la débâcle de ce même front en mars 38 et enfin à la catastrophique Retirada de février 39.

La deuxième partie propose un appareil critique exceptionnel illustré de témoignages, de photos et de documents d'archives pour la plupart inédits en France, et même en Espagne.

Il est à noter que Gimenez fut affecté, sous l'occupation, à un Groupe de Travailleurs Étrangers (GTE) de la Corrèze près d'Uzerche.

*Les fils de la nuit* (souvenirs de la guerre d'Espagne) d'Antoine Gimenez et les Giménologues. Editions L'insomniaque et les Giménologues (2006).

*Les forçats espagnols des G.T.E de la Corrèze (1940-1944)* aux éditions « Les Monédières ».

**T**oujours autant d'écrits intéressants dans la presse libertaire. Voici donc un petit échantillonnage (très subjectif) de ce que l'on peut y trouver !

Comme chaque été, *Le Monde libertaire* nous a livré un numéro hors-série (n°30), celui-ci tout imprégné de la mythique révolution espagnole de 1936. Certains pourront découvrir l'étonnant et courageux mouvement tant « féministe » que libertaire des « Mujeres libres » (femmes libres). Un autre événement évoqué, peu connu du grand public, est celui des Olympiades populaires de 1936 qui finalement n'auront jamais lieu pour cause de révolution ! W.Rosell nous retrace cette histoire bien peu glorieuse en commençant par une introduction sans ambiguïté : « *Le 9 juillet 1936, le Front populaire choisit les jeux olympiques d'Hitler plutôt que les Olympiades populaires de Barcelone. Il est toujours utile de rappeler la duplicité et la lâcheté de la gauche une fois arrivée au pouvoir. (...) Capitulation, trahisons, faillite idéologique..., le mythique Léon Blum n'y a pas échappé. Les reculades du Front populaire face au fascisme commencent bien avant le 19 juillet 1936, date du début du conflit armé espagnol.* » Pas grand chose d'autre à rajouter !

A.Bihr continue son très salutaire article *La novlangue du néo-libéralisme* entrepris voilà déjà quelques numéros d'*Contre Courant*. Il présente très clairement l'objectif de son travail : *ACC se propose de passer régulièrement au filtre de la critique les mots clés de cette langue qui enseigne la soumission volontaire au monde actuel, en le faisant passer pour le meilleur des mondes ou, du moins, le seul monde possible. En espérant ainsi permettre à tous ceux qui subissent ce monde et l'éprouvent comme une prison de se (ré)approprier un langage adéquat à leurs propres intérêts et au combat pour s'en libérer.* Dans le numéro du mois de juillet (n°176), ce sont les mots « charges sociales » qui sont « filtrés ». Bien loin des termes « cotisations sociales » ou « salaire différé ou indirect », le libéralisme a su jouer de la sémantique pour brouiller une réalité politique et économique par trop embarrassante. Sachant qu'un choix sémantique ne relève jamais de la neutralité idéologique, nos lecteurs salariés (ou non) devraient être intéressés par ce genre d'article !

*Alternative libertaire* ayant organisé un débat avec des membres de la Confédération paysanne (CP) sur les luttes paysannes lors de leur dernier stage d'été, nous en livre dans le numéro de septembre (n°154) une synthèse. Différents sujets sont abordés, la PAC (Politique Agricole Commune) et le droit à un revenu décent pour tous les paysans mais aussi la pénalisation de l'action syndicale (plaintes, condamnations,...) avec les dernières luttes de la CP tant au niveau de la baisse du prix du lait (chez Danone, en Isère, nous avons récupéré 2 tonnes de produits que nous avons redistribués dans la banlieue lyonnaise dans la cité des Minguettes...) qu'au niveau des semences contaminées par du Régent (pesticide tuant les abeilles). Il ne faudrait pas oublier aussi cette répression des luttes de plus en plus prégnante qui s'étend bien au-delà du monde paysan (dernier en date, le mouvement « anti-CPE »). Pour Jean-Emile Sanchez (ancien porte-parole de la CP), c'est clair : *La répression est inacceptable, elle traduit un signe de faiblesse du pouvoir.* Dans les derniers points abordés, il y a l'inévitable question de « Bové, candidat ». La réponse est sans ambiguïté, *ce combat institutionnel n'est pas le nôtre. Notre force est dans le contre-pouvoir permanent. (...) José Bové candidat, ça plombe le mouvement social.* Sans oublier la démarche qu'ont entrepris les AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) dont Elan noir nous parle dans les pages précédentes.

Un dossier *Queer, vous avez dit Queer ?*, sujet assez explosif et dérangeant, nous est proposé dans le dernier numéro de *No Pasaran* (n°51 septembre 2006). Quelques questions simples présentent le débat : Qu'est ce qui fait de moi un homme ? Qu'est ce qui fait de moi une femme ? Pourquoi devrais-je être l'un ou l'autre ? Comment vivre nos sexualités en dehors des normes ? L'introduction à ce dossier pose les bases de la discussion et indique clairement le « chemin à suivre », celui d'une *révolution des politiques des identités sexuelles et du genre !* Pas moins, pas plus. L'intersexe sera-t-il une des solutions à notre questionnement social ?

Signalons la sortie d'un hors-série (n°11) de *Courant alternatif* consacré à *Novembre, décembre 1995 - Retour sur un mouvement social qui a ouvert des brèches dans les valeurs dominantes.*

Il y a aussi des publications plus « locales » (alternatives sans être libertaires) qui nous font découvrir des travaux, des spectacles, des personnages, des actions,...intéressants à plus d'un titre pour tous ceux, libertaires ou non, qui s'interrogent sur une alternative sociale à réaliser.

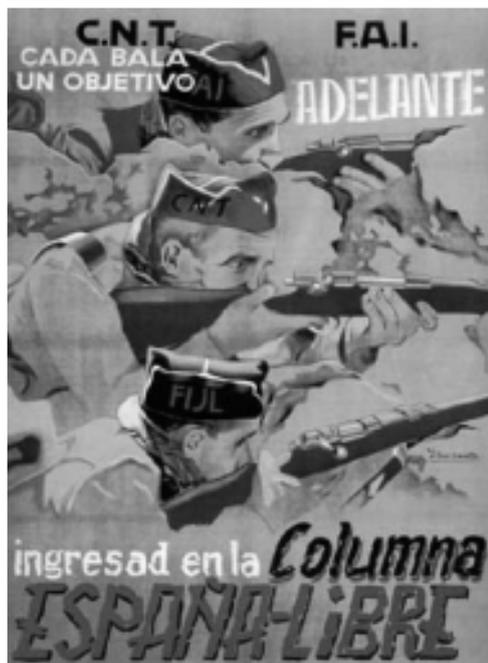
Dans le numéro d'été (n°16) d'*IPNS* (journal d'information et de débat du Plateau des Millevaches), on trouve un travail original et engagé qui devait être exposé en 2004 au musée départemental d'art contemporain de Rochechouart (Haute-Vienne) dans le cadre d'une exposition intitulée *Paysages invisibles*. Mais une dénommée Pérol-Dumont (présidente du Conseil général de Haute-Vienne) n'hésita pas à mettre son veto à toute exposition publique, sans doute de peur qu'une contamination politique ne se fasse. Rien de nouveau sous le soleil limousin : politique et censure font toujours aussi bon ménage.

Ne ménageons pas notre plaisir de consulter le travail (deux cartes consacrées aux « micro luttes » en Limousin) de ces deux artistes « maudits ». D'abord des *micro rebellions autour de Rochechouart* avec le « soviét » de La Courtine en 1917, les émeutes de la faim à Eymoutiers en 1846, les manifestations anarchistes de Saint-Junien en 1905, Guingouin et ses maquis,... Mais aussi les *micro résistances contre les mutants* avec les sites contaminés par les déchets d'uranium et les zones « hors AGCS » ou « sans OGM ».



Dessin tiré du journal "No Pasaran"

# 16 - Vous êtes cernés



## RENDEZ-VOUS TRADITIONNEL DU 11 NOVEMBRE

A 11 heures à Gentioux, rassemblement anti-militariste devant le monument aux morts pacifiste.

A partir de 12h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère de Vassivière), apéritif avec remise du prix *Ni Dieu, ni maître* 2006 à l'écrivain Rolland Hénault pour son dernier livre *NON* paru aux éditions libertaires suivi par le repas des partageux (buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun). Et aussi tables de presse, débat avec l'auteur...



Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

### *Espagne 1936 : on arrête tout, on occupe, on produit, on distribue...*

A l'occasion des 70 ans de la révolution espagnole et dans le cadre du mois du « film documentaire », l'association creusoise *MEMOIRE A VIF* présente à Limoges :

#### *L'Espagne libertaire*

Flash-back sur une révolution sociale méconnue pour que le rêve d'hier devienne la réalité de demain.

\* Vendredi 17 novembre : projection au Lido à 20h.

*Buenaventura Durruti, anarchiste* de Jean-Louis Comolli, en sa présence.

\* Samedi 18 novembre : Théâtre Expression 7 à partir de 15h.

Projection de *Diego* de Frédéric Goldbronn et de *Casas viejas-el grito del sur* de Basilio Martin Patino.

Débat sur l'œuvre constructive de la révolution espagnole animé par Franck Mintz.

Lecture de textes sur la révolution espagnole par Sylvie Nivard et Alberto Fernandez, *La Canaille du midi*, Benoît et Marie accompagnés par Patrice chantent l'Espagne révolutionnaire.

« Ils ont planté tellement fort leurs regards dans les étoiles qu'ils ont accroché leur rêve au possible » J-M Raynaud.

#### *Au Fabuleux destin (Aubusson) le vendredi 1er décembre à 20h30*

Récital de poésie contemporaine dite par René Bourdet : Brecht, Aragon, Couté, Prévert, Queneau, Vian Verlaine, Neruda, Michaux, Hikmet, Guillevic... avec comptines, impromptus, slam, voix nue... voix moins nue accompagnée à l'orgue de barbarie.

Produit par Le Centre Créations Culturelles, La Celle sous Gouzon.

#### **Creuse-Citron**

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron

#### **Abonnements**

Les frais d'envoi postaux sont de 1€ par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et rédigez votre chèque à l'ordre de Citron Libre.

Courrier postal : Creuse-Citron  
C/o CNT 23 BP 181 23004 Guéret  
Courriel : creusecitron@free.fr

#### **Où trouver Creuse-Citron ?**

##### **Aubusson :**

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.

**Champagnat :** Snack-bar *Aux deux Pas d'la*.

**Champagnat / St Domet :** Etang de la Naute

**Chaussidou :** Bar Restaurant *La Stabu*.

**Chavanat La Roussille :** Le Papillon rouge

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

##### **Guéret :**

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.

**Lupersat :** Bar *L'Heure creuse*

**Royère :** Bar *L'atelier*.

**Sardent :** Bar *Chez Bichette*

Bar *Chez Josiane*

**St Laurent :** Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers

**Sur les marchés :** au stand de Serge le marchand de bijoux

et bien sûr

dans les manifs et rassemblements

**Creuse-Citron est également téléchargeable en version PDF sur : <http://cnt87.org/>**

Numéro réalisé avec le logiciel libre SCRIBUS version 1.3.3.4 tournant sous système d'exploitation GNU/Linux-Distribution Mepis 6.0 Téléchargeable sur : [www.scribus.net/](http://www.scribus.net/) Plateformes : Linux, MacOS X, Windows 2000 et Xp

IPNS



**La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.**